OFFRANDE DISTINGUÉE DU PAIN BÉNIT ET CHOIX DU JOUR

DE PRÉSENTATION

65. Cet honneur est de la même nature et suit les mêmes règles que celles de l'encens et de l'eau bénite.

66. Le règlement de 1709 prescrit :

VIII. " Le seigneur aura le premier le pain bénit après le clergé revêtu du surplis, et après lui sa femme et ses enfants qui se trouveront dans son banc, et en cas d'absence du seigneur, sa femme, et si l'un et l'autre ne se trouvaient point à l'église, ses enfants, et ce, avant les marguilliers et les chantres non revêtus. "

67. D'après l'usage suivi, l'on distribuait au patron, au seigneur, et aux marguilliers, non des morceaux de pain bénit, mais, soit un *cousin*, soit un *castor*, soit une *étoile* ou une autre figure complète. La coutume d'offrir un pain bénit à l'église, les jours de dimanche et fêtes d'obligation, est tombée en désuétude dans la Province de Québec. On ne l'offre plus que dans les occasions exceptionnelles.

68. La présentation du pain bénit a toujours été obligatoire pour les fidèles jusqu'à ces derniers temps. Or en France, autrefois, les seigneurs et les patrons paraissent avoir tenu beaucoup à leur droit de choisir le jour qui leur convenait pour présenter le pain bénit, comme Noël, Pâques, ou autres grandes fêtes, si l'on en juge par le nombre de procès auxquels ce droit a donné lieu.

DROIT GRATUITEMENT À UN BANC D'HONNEUR DANS L'ÉGLISE

69. Ce droit est un des plus remarquables parmi les honneurs dus au patron. Il ne le tient pas autant de la libéralité de l'Eglise que de lui-même. C'est nous l'avons dit plus haut, une réserve qu'il est senécé s'être faite en fondant l'église où est établi son patronage. C'est, dit Dumoulin, un reste de l'ancien domaine qu'on avait lorsqu'on a fondé, *reliquis veteris domini*.

70. Autrefois, en France, un banc d'honneur était placé dans le chœur. Il a toujours, chez nous, été placé dans la nef ; généralement, c'était et c'est encore le premier banc double dans les rangs du milieu de l'église, avec une enceinte fermée. Ce banc passe aux héritiers du patron ou au propriétaire du manoir seigneurial, selon que le patronage est personnel ou réel. Mais il ne s'éteint ni par la destruction du banc, au cas de modification nécessaire de l'intérieur de l'église, ni au cas de l'incendie de l'église. Si elle est reconstruite, ce droit renaît avec elle.